Cahier de doléances du Tiers État de Blaringhem-Flandres (Nord)

Cahier de plaintes, remontrances et doléances pour les habitans de la paroisse de Blaringhem-Flandre, châtelinie de Cassel, en exécution des ordres de S. M. portées par ses lettres donnés à Versailles le 24 janvier 1789, et 19 février ensuivant, pour la convocation et tenue des États Généraux de ce royaume et satisfaire aux dispositions des réglemens y annexés ainsi qu'à l'ordonnance de M. le Bailly de Bailleul, ainsi qu'il suit.

1 De supplier très humblement S. M. de conserver aux seigneurs le droit de faire administrer la justice civile et criminele, chacun dans leur jurisdiction, pour que les habitans ne soient dans le cas d'aler plaider dans un tribunal éloigné et éviter les frais des volages qu'ils seraient dans le cas de faire plaidant ailleurs en première instance.

2 Que l'appel de leurs sentences seraient portés directement au Présidial de Flandres, à effet de gagner un degré de jurisdiction, et de là à la Cour de Parlement de Flandres.

Que les officiers des seigneurs puissent connaître comme du passé de toutes sortes d'actions conformément à leurs rapports et dénombremens et aux usages dont ils sont en possession de tems immémoriales.

Que dans chaque jurisdiction il ne soit fait aucuns frais, ni nouveautés, sans le consentement et intervention des principaux propriétaires, notables et assieurs, conformément au placard et règlement de 1672, qui a été en activité jusqu'à ce jour.

Que lorsqu'il y a de procès instruits à l'extraordinaire, les frais se payent par les seigneurs, en vertu des confiscations dont ils profitent, conformément à leur titres, ce qui convient de continuer.

6 La communitée se plaint de ce qu'elle est obligé de porter sa cotte et part des frais ocasionnés par les procès criminels qui s'instruissent à la Cour de Cassel, tant pour des délits commis dans leurs villes que dans les 26 villages y réunis, appelées vierschaires, en vertu de l'Édit du roi du mois de juin 1774, enregistré au Conseil supérieur le 30 du même mois, tandis que les jurisdictions sont roïales et que les frais qui en résultent doivent être suportés par S. M. qui y profite des confiscations, droits seigneuriaux, casuels, etc.

Elle se plaint encor que la Cour de Cassel fait paier sa cotte et part dans les frais occasionnés par la suppression desdits vierschaires et réunion susdite, ainsi que des rentes viagères du grand bailly et aux officiers suprimés, ce qui fait une injustice de plus marquée, car les communautés des seigneurs n'y sont pour rien et n'avaient rien de commun avec elle.

Elle se plaint aussi de ce que pour l'administration de ces vierschaires suprimés, l'on a fixés et établi un troisième jour d'assemblée à la Cour, l'on a établi un quatrième conseiller pensionnaire et des clerqs pour les greffes dont les frais de ces établissemens se payent par les communautés de toute la châtelinie, ce qui fait une autre injustice, parce que, avant cette supression, ces vierschaires avoient un plein banc d'échevins, un bailly, amman, et greffier, qui par le moien de leurs offices qu'ils payaient même très cher vivaient honorablement, régissaient leur communauté avec ardeur et connoissance de cause. Ils étaient en même d'exercer la justice à peu de frais, sans qu'ils étaient à la charge de personne, au lieu qu'à présent ces officiers se trouvent privés de leurs fonctions, leurs habitans sont dans le cas de courir à la Cour de Cassel, pour la moindre petite affaire, quoiqu'ils en sont éloignés de 2, 3 et 4 heures, ce qui laisse pas de leurs être frayeux et gênant.

Tous ces changemens, supression et réunion s'est faite incognito sans le consentement ou d'avoir consultée la commune et malgré tout cela l'on nous fait suporter les charges qui en résultent, sans aucun ombre de fondement ni justice.

La Cour de Cassel fait faire de payés de tout part avec l'argent et denier de la communauté de toute la châtelinie de Cassel, sans connoissance ni avoir obtenu le consentement de la commune qui doit paier le

tout et dont on se plaint aussi amèrement.

Cette Cour fait par autorité la visite des chemins et becques par toute la châtelinie, même dans les juridictions des seigneurs. Ils font construire et réparer tous les ponts, tandis que les officiers de chaque paroisse sont autorisés à faire ces sortes d'affaires et ouvrages tant par la coutume que par les placards, arrêt et règlement du Parlement, et Messieurs les commissaires tirent annuellement de journées immenses pour ces visites, qui ne laissent pas d'être frayeux aux habitans, tandis que les baillifs des vilages, en vertu de leur office, ne peuvent tirer que l'amende des deffailants.

L'on se plaint encor de ce que ladite Cour de Cassel a fait des dépenses immenses en batimens sans le consentement ou avoir consulté au préalable la commune.

L'on se plaint de même de ce qu'elle a créée 12 places d'archers à pied sans parlera personne, pendant qu'il y avait une brigarde de cavaliers de marchauscée plus utile, ce qui fait une dépence considérable et dont on peut se dispenser, comme étant inutile ; ces archers coûtent chaque année aux dépens de la commune 3000 florins flandre, salvo justo.

Il y a dans la Flandre Maritime un corps de Magistrat nommé le Département. Ce corps a acquis de S. M. les quatre membres de Flandres, pour une somme fixée. L'on ignore le profit qui peut y avoir, parce que ce corps ne rend compte qu'à soy même, tandis que la commune de toute la châtelinie (à qui le profit, s'il y a, doit contourner) paie sa cote et part.

Pour tous ces raisons et autres que lon pourroit alléguer, S. M. est très humblement supplié d'ordonner la correction de tant d'abus et d'enjoindre incessamment à ladite Cour de Cassel de se conformer au règlement fait pour ladite Cour par Albert et Isabelle le 4 mars 1610, alors comte et comtesse de Flandres.

Plaintes relativement aux domaines.

16 La régie des quatre membres de Flandres et autres droits domaniaux se fait par un grand nombre d'étrangers qui est à charge du peuple, au lieu que les habitans de la province la feraient pour le quart de ce qu'il en coûte. Il conviendrait de supplier aussi S. M. d'abandonner ces droits aux habitans de la province en payant ce que S. M. y a tirée cy devant, sur le pied d'une année commune de 20 ans. Elle n'aurait pas d'embaras, pourvu que le peuple puisse se taxer luy-même ; la communauté offre de verser cette somme tous les mois dans les caisses, à Lille, sans frais. Les autres provinces pourraient faire de même dans chaque ville capitale de province ; et par ce moyen S. M. trouverait un revenu clair et net de ce chef, et ne serait plus dans le cas de paier tant aux receveurs, contrôleurs, commis, employés, etc. Il suffirait d'avoir seulement des employés à l'extrémité de son royaume, pour veiller à la contrebende des marchandises et denrées exportées et importées chez l'étranger.

Relativement aux bourgeoisies et d'écart.

17 Les bourgeoisies, ceurbroederschap et droits d'écart, sont odieux et frayeux au peuple, il conviendrait qu'elles soient supprimées, pour plusieurs raisons également raisonnables.

La première, qu'il conviendrait infiniment mieux que chaque individu soit bourgeois dans sa propre paroisse ; que sa mortuaire et les mineurs soient régies par les officiers municipaux de leur demeure, que d'être obligé de courir cinq à six lieux de son domicile, vis à vis des officiers, qui, par la grande distance de leurs demeures, ne connaissent rien.

D'ailleurs ces bourgeoisies éloignées occasionnent des frais immenses, lorsqu'il convient d'y porter les actes de partages et réglemens pour y être enregistrés et affirmés à plusieurs lieux de leurs demeures ; il faut que l'on paie les journées des partageurs, ainsi que la dépence que l'on est obligé de faire.

Le droit d'issue ou d'écart accordé aux villes où sont établis les bourgeoisies est un droit absolument odieux puisque les proches parens, même quelquefois des enfans non bourgeois, doivent en matière de succession payer le dixième denier de ce qu'ils héritent après un parent ou père bourgeois.

21 Nous disons que ce droit d'écart est odieux parce qu'il empêche souvent de jeuner ; gens à pouvoir se marier : lorsqu'ils sont d'une bourgeoisie différente, on les force de racheter l'une ou l'autre, et payer le dixième denier de tous leurs biens généralement quelconque, ce qui fait qu'ils ne peuvent bonnement se marier malgré eux. La société en souffre considérablement.

D'ailleurs les difficultés qui résultent dans les mortuaires des bourgeois et bourgeoisies doivent se traiter

devant les officiers desdits bourgeois, ainsi que tous autres entre deux bourgeois de telle espèce ils se puissent être, ce qui ne laisse pas d'être non seulement incomode mais en même tems frayeux à tous égards: tandis qu'étant bourgeois chacun dans sa paroisse (à l'exemple de certaines villes de la province) les affaires traiteraient à peu frais et avec plus de commodité et aisance.

Les Magistrats comme chef tuteurs seraient a porté de veiller sur les intérêts de mineurs ; toutes les affaires se traiteraient avec connoissance de cause ; il ne serait plus question du droit d'écart et les mariages se feraient librement sans contraindre de payer quelque chose.

Relativement les décimateurs.

23 De supplier S. M. de maintenir ses lettres patentes donné a Versailles le 13 du mois d'avril 1773: enregistré au Conseil supérieur de Flandre le 7 mai en suivant de la même année, qui assujettissant en Flandres les gros décimateurs aux réparations, reconstructions et entretien des églises et presbytères, en ordonnant, si besoin est, qu'il soit exécuté suivant sa forme et teneur.

24 Et comme la dixme a été institué, conformément aux anciens canons, en partie pour l'entretien des pauvres de la communauté, et le surplus au profit des décimateurs ecclésiastiques, et, comme ces derniers profitent de tout à l'exclusion desdits pauvres, S. M. est très humblement supplié d'y pouvoir, en ordonnant en même tems qu'une part desdits dixmes resteront au profit desdits pauvres, vu que les paroisses et communautés de la Flandre Maritime sont rongées par les pauvres.

Ainsi arrêté par lesdits habitans de Blaringhem-Flandre, en chambre de justice ordinaire, audit lieu le 23 de mars 1789.